



**Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate**

**Manifestation au Conseil général du Parti libéral du Québec à Victoriaville
Un message étouffé par les gaz**

Québec, 8 mai 2012 – Le Collectif pour un Québec sans pauvreté déplore que le discours que devait livrer sa présidente, une personne vivant la pauvreté, ait été étouffé par les gaz lacrymogènes vendredi dernier devant l'hôtel où s'amorçait le Congrès général du Parti libéral du Québec.

En tant que membre de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, le Collectif avait délégué à Victoriaville l'un de ses porte-parole, M. Serge Petitclerc, ainsi que sa présidente, Mme Joan Tremblay. L'un et l'autre devaient y prendre la parole au début de la manifestation pour dénoncer l'intransigeance d'un gouvernement qui fait, depuis belle lurette, la sourde oreille aux revendications citoyennes. Le premier a eu le temps de s'adresser à la foule; mais pas la deuxième.

« Les mouvements sociaux essaient, autant que possible, de donner la parole aux personnes qu'ils représentent. Parmi ces personnes, il y a celles qui vivent en situation de pauvreté. Rarement consultées quand vient le temps d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer les mesures qui les concernent au premier chef, elles possèdent pourtant une expertise sur la pauvreté que même les meilleurEs chercheurEs dans le domaine n'ont pas. Leur expérience intime et quotidienne de la pauvreté devrait nous inciter, collectivement, à écouter attentivement ce qu'elles ont à dire sur notre société », de déclarer Serge Petitclerc.

« Le discours que j'avais préparé avait comme point de départ l'insécurité dans laquelle les personnes assistées sociales – dont je suis – se retrouvent constamment, en raison d'un revenu insuffisant. L'insécurité de voir son frigo vide. L'insécurité causée par les préjugés et l'exclusion sociale qui viennent avec la pauvreté. L'insécurité reliée au fait d'avoir à choisir entre payer une facture d'électricité ou couper dans les médicaments. À la fin, je faisais le lien entre la lutte des étudiantEs et la lutte des personnes en situation de pauvreté pour montrer que la solidarité s'impose. Autrement dit, je dénonçais toute la violence qui se cache autant derrière la hausse des frais de scolarité que derrière la 'taxe santé', par exemple. Malheureusement, le déploiement précipité et brutal des policiers m'a empêchée de faire entendre ce message à la population », d'affirmer Joan Tremblay.

Le Collectif réitère qu'il exige à court terme le gel des frais de scolarité sous toutes leurs formes. Déjà en 2008, dans une pétition ayant recueilli 98 727 signatures et reçu l'appui de 1052 organisations, il précisait sa position sur les services publics, dont l'éducation. Ainsi, dans une optique d'amélioration de l'accessibilité aux études, le Collectif revendique la gratuité de la formation scolaire, du primaire aux cycles supérieurs.

- 30 -

Renseignements : Martin Michaud, responsable des communications. Cellulaire : 418-254-7238.

Courriel : communications@pauvrete.qc.ca. Site Internet : www.pauvrete.qc.ca

